

POPULATION

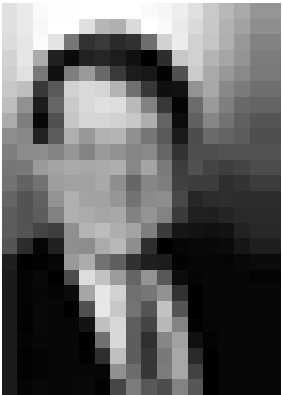
"Il n'y aura plus jamais autant de jeunes dans le monde"



Les pays en développement dépendent largement de l'aide externe pour organiser l'accès à la contraception de leurs populations. Mais en temps de crise, les fonds des donateurs s'effritent.

(rw) - En mai 2002, le Brésil a autorisé la vente de préservatifs dans les établissements commerciaux. En juillet 2002, l'Uruguay s'est donné une loi pour combattre la violence domestique. En janvier 2003, le Bénin a prohibé par une loi la mutilation sexuelle des femmes. La France a rendu un décret sur la distribution de contraception d'urgence aux mineurs. En février, la Colombie a adopté un plan national sur la santé sexuelle et reproductive.

Ces nouvelles n'ont pas fait la une des journaux. Mais la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction, profondément liés aux questions de développement de la population mondiale, n'en restent pas moins d'actualité. "Il y a aujourd'hui un milliard de jeunes dans le monde, il n'y en aura plus jamais autant, dû au taux de naissance décroissant. Mais c'est aussi la plus large génération dans l'histoire humaine ayant besoin de contraception." C'est ainsi que lors d'un forum parlementaire européen qui vient d'avoir lieu à Lisbonne, Steven Sinding de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation), a caractérisé la situation actuelle en matière de santé et de droits sexuels.



"Les jeunes d'aujourd'hui sont la plus large génération dans l'histoire humaine ayant besoin de contraception." Steven Sinding, directeur général de l'International Planned Parenthood Federation.

En même temps, le sida a provoqué la crise la plus sévère de notre temps en matière de santé et qui n'est toujours pas sous contrôle.

"Les gouvernements", a déploré le directeur général de la fédération, "ont tendance à financer la prévention du sida en utilisant des fonds prévus pour le planning familial, séparant les deux sujets au lieu de voir qu'ils sont liés

aux mêmes schémas de comportement".

Opposition idéologique

Neuf ans après la Conférence du Caire (voir encadré), on peut déjà conclure que les engagements pris par les pays donateurs n'ont pas été respectés. Ainsi, le programme d'action retenu au Caire contenait l'objectif qu'en 2004, 90 pour cent des jeunes

gens entre 15 et 24 ans devaient avoir accès à l'information, l'éducation et les services nécessaires à réduire leur vulnérabilité en matière de l'infection du sida.

Mais aujourd'hui, 7.000 jeunes par jour continuent à être infectés, et beaucoup ne savent rien du sida et de ses voies de transmission.

Plus de 100 pays dépendent aujourd'hui du Fonds

des Nations unies pour la Population (FNUAP) pour leur fournir contraceptifs et préservatifs. Mais manquant de ressources financières, celui-ci n'est pas à même de répondre à ces besoins: au lieu des 5,7 milliards de dollars par an d'apports externes visés dans le programme d'action, on en est à 2,3 milliards en 2001, ce qui signifie même une réduction de l'aide par rapport à l'année précédente. Cela s'explique par les réticences des Etats-Unis, mais également par les fonds réduits en temps de crise. De plus, les mouvements "pro-life" ne gagnent pas seulement de l'importance aux Etats-Unis, mais sont également en train de s'activer en Europe. Ainsi, l'organisation "Euro-Fam" accuse le commissaire européen en charge de l'aide au développement, Poul Nielsson, de mener une "politique de l'avortement". De même, l'IPPF, sorte de fédération internationale des organisations de planning familial, et le FNUAP auraient en commun, selon Euro-Fam, "qu'ils définissent l'avortement et la stérilisation comme leur domaine d'activité central". C'est ce que Thoraya Ahmed Obaid, directrice exécutive du FNUAP, a décrit comme une "opposition idéologique" lors du forum de Lisbonne: "Les atteintes de quelques mouvements anti-planning familial et anti-droits des femmes pour saper le FNUAP et son travail sont devenus de plus en plus visibles et persistants. Il y a même eu des efforts pour affaiblir l'accord international qui nous guide dans notre travail: le programme d'action adopté par les gouvernements du monde à la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994."

Pendant ce temps, au Burkina Faso, la mortalité maternelle est cent fois plus élevée qu'en Europe, 55 pour cent de la population ont moins de 19 ans. Quelque 400.000 personnes sont séropositives.

Le Caire, c'est quoi?

En 1994, la 5e Conférence des Nations Unies sur la population et le développement (CIPD) a eu lieu au Caire. Dans le programme d'action retenu lors de cette conférence, les gouvernements se sont entre autres engagés à consacrer 0,7 pour cent de leur PIB à l'aide au développement et à augmenter leur budget à la population et au développement. Parmi les objectifs de ce programme:

- réduction de la mortalité infantile
- amélioration de la santé maternelle
- combat contre le VIH/sida et les autres maladies épidémiques

C'est surtout le deuxième point, qui inclut l'accès aux mesures de planning familial, qui a soulevé des discussions entre progressistes et conservateurs. L'assemblée générale des Nations Unies de 1999 (CIPD+5) a souligné le caractère inséparable des pro-

blèmes de population et de développement et mis l'accent sur les besoins de l'individu plutôt que sur des objectifs démographiques. La promotion des femmes et l'élargissement de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi figurent en bonne place dans cette démarche. Depuis, le programme d'action a été mis en cause par l'administration Bush. Elle a accusé le "Fonds des Nations unies pour la population" (FNUAP), en charge d'accompagner l'implémentation de ce programme, d'utiliser ses fonds pour organiser des campagnes d'avortement, notamment en Chine, et a par conséquent suspendu ses apports financiers de l'ordre de 34 millions de dollars. Le FNUAP a réfuté ces allégations, mais son action souffre de cette diminution substantielle de ses fonds.

AIDE AU DEVELOPPEMENT

Et le Luxembourg dans tout ça?

Le Luxembourg est plutôt concerné par une stagnation de sa population d'origine. Mais cela ne l'empêche pas de se joindre - discrètement - aux efforts d'aide dans le domaine de la santé sexuelle.

Le Luxembourg est membre du club sélect des 22 pays qui constituent le "Comité d'aide au développement" de l'OCDE. Une des tâches du CAD est d'évaluer la politique d'aide au développement de ses pays membres. Récemment, un rapport sur le Luxembourg en tant que pays donneur a été présenté à la presse.

Pas de stratégie

Parallèlement, mais de façon moins officielle, une contribution sur la politique de développement en matière de santé sexuelle et de développement de la population a été fournie à l'initiative de l'"International Planned Parenthood Federation" (IPPF), une ONG internationale qui oeuvre dans le domaine de la santé et des droits sexuels. Le Planning familial luxembourgeois a participé à l'élaboration de cet examen.

Dans cet examen, l'IPPF reconnaît que le Luxembourg est très engagé non seulement dans l'aide au développement en général, mais également dans le domaine plus spécifique de la santé. Cependant, il n'existe pas de stratégie explicite dans le domaine de la santé en matière de sexualité et de procréation (SSP), même si la volonté en est affirmée. Et de citer le ministre de la Coopération, Charles Goerens, avec un extrait de sa déclaration sur la Coopération de 2001: "Nous voulons aussi contribuer à garantir le droit à la santé en matière de reproduction, y compris le droit de choisir le

nombre de ses enfants et l'espacement de leurs naissances. C'est pourquoi nous renforçons sans cesse notre coopération avec le Fonds des Nations unies pour la Population". Ainsi, parmi les projets FNUAP que le Luxembourg cofinance, on en retrouve sur la maternité sans risque en Afghanistan ou au Niger, ou encore sur l'implication des hommes dans la santé en matière de sexualité et de procréation. Dans le conflit entre les Etats-Unis et le FNUAP (voir encadré), le Luxembourg a exprimé son soutien au FNUAP. Quant aux projets financés directement par le Luxembourg, ils porteraient plutôt sur la santé en général, par exemple par le financement d'infrastructures hospitalières. Exception: la lutte contre le sida: même s'il n'existe "aucun document stratégique portant spécifiquement sur la lutte contre le VIH/SIDA, le Luxembourg se dévoue beaucoup à cette cause".

Pragmatisme luxembourgeois

Dans les conclusions du rapport, l'IPPF caractérise la politique du Luxembourg comme paradoxale: "Si le pays se révèle un des donateurs les plus généreux du CAD en termes de SSP, il ne possède néanmoins pas de politique claire en la matière, ni de référence de poids à ces questions dans son cadre légal. D'une part, le Luxembourg, après avoir triplé le total de ses financements au

profit de la SSP entre 1999 et 2000, a atteint un taux de 8,45 pour cent de son aide publique au développement consacrée à la SSP (soit un volume de 10,7 millions US\$), ce qui constitue un record au sein du CAD. Mais, d'autre part, il n'existe aucun document qui explicite la stratégie luxembourgeoise en termes de SSP et ces matières ne sont pas clairement liées aux objectifs de réduction de la pauvreté, de promotion de la santé ou d'égalité des sexes."

Le rapport retient d'autre part qu'il n'y a pas de budget spécifique pour la coopération dans ce domaine, de sorte qu'il est difficile d'en mesurer l'importance. Et soulève également la question pourquoi ce donateur généreux ne contribue pas à financer les actions de l'IPPF, qui est pourtant l'ONG internationale la plus importante dans ce domaine, pas plus d'ailleurs que les initiatives du Planning familial luxembourgeois, qui à

Le Caire + 10

Le libre choix en matière de sexualité et de contraception est profondément lié au développement de la population dans le monde. Développement quantitatif, mais aussi du bien-être. Pourtant, alors que la Conférence du Caire sur la population et le développement peut bientôt souffler ses dix bougies, les objectifs que les Etats s'étaient donnés en 1994 ne seront pas atteints. Pire, il y a de l'opposition dans l'air.

côté de ses activités usuelles, agit également en tant qu'ONG de développement.

On est tenté, bien sûr, de donner à toutes ces questions une explication basement politique. Même si les ministres de la coopération qui se sont succédé ces dernières années ont mené une politique de coopération plutôt progressiste, le parti chrétien-social a donné son

empreinte à l'idéologie officielle des gouvernements du quart de siècle passé. La politique "paradoxe" du Luxembourg se révèle alors essentiellement pragmatique



Pour des pays comme le Burkina Faso ou le Mali, planning familial et lutte contre le sida sont un luxe: pour leur financement, ils dépendent largement des pays riches. Mais en temps de crise, les fonds des donateurs s'effritent. (photo: Lut Joris)

FEMMES ROM

Stérilisations forcées?

Le libre choix en matière de reproduction est un droit fondamental. Le cas de la Slovaquie montre que les discriminations en matière de santé sexuelle existent toujours en Europe.

Début de l'année, le "Center for Reproductive Rights" slovaque a publié les résultats d'une enquête qualitative chez 230 femmes Rom qui a fait scandale. Selon le centre, ces femmes continueraient à subir de graves violations de leurs droits reproductifs, même si les lois datant de l'ère communiste contenant des incitations financières pour leur stérilisation ont été abolies. Stérilisations forcées, abus physiques et verbaux, discriminations raciales dans les standards des soins, ségrégation dans les hôpitaux, désinformation en matière de santé et refus de

l'accès aux dossiers médicaux seraient toujours à l'ordre du jour.

Ces allégations n'ont pas été du goût des responsables politiques de la Slovaquie, qui s'apprête à devenir membre de l'Union européenne en 2004. Le commissaire responsable pour l'élargissement de l'Union, Günter Verheugen, a répondu aux questions de plusieurs député-e-s du parlement européen qu'il a adressé une lettre au Premier Ministre de la Slovaquie Dzurinda, soulignant que si ces allégations s'avéreraient vraies, ce serait une grave violation des droits humains. Il a demandé aux au-

torités slovaques de l'informer sur les mesures qu'elles allaient prendre.

Investigations

En mai, une délégation du Conseil de l'Europe a visité la République slovaque afin de se faire une opinion sur les accusations venues du "Center for Reproductive Rights". Sa conclusion fut que s'il n'existe pas de politique apparente de stérilisation forcée, dans la pratique des problèmes de communication se posaient entre le personnel médical et les femmes concernées. Ainsi, nombre de femmes croyaient avoir été stérilisées lors d'un accouchement, alors que ce n'était pas le cas. La peur de prendre ce risque, bien réel dans l'ère communiste, poussait également beaucoup de femmes à ne plus accoucher à l'hôpital. Enfin, certain-e-s gynécologues continuaient à défendre la thèse qu'une césarienne répétée serait risquée à partir du troisième enfant et "conseillaient" aux femmes de se faire stériliser. La question

a été posée si les consentements écrits des femmes ont été donnés en pleine connaissance de cause, sachant que nombre d'entre elles sont analphabètes.

Dans ses recommandations, la délégation a retenu la nécessité d'une formation spécifique du personnel médical et des assistantes d'hygiène sociale afin d'éviter des malentendus et de réduire les préjugés raciaux. Les formulaires de consentement à une stérilisation forcée devraient être présentés en langue Rom. Elle a également proposé que des femmes Rom soient formées dans le domaine de la santé sexuelle afin de pouvoir assister leurs communautés.

Le gouvernement slovaque a réagi aux accusations du "Center for Reproductive Rights" en portant plainte contre inconnu pour violation des standards de santé. Mais il a également ouvert des investigations contre les auteur-e-s du rapport du centre pour propagation éventuelle

de fausses rumeurs - ce qui pour les responsables du centre, constitue une atteinte à la liberté d'expression. De plus, le gouvernement slovaque a insisté auprès des auteur-e-s de lui fournir les noms des victimes et témoins décrit-e-s dans le rapport.

En attendant les résultats de ces plaintes, une chose est déjà claire: non seulement en Slovaquie, mais également en Hongrie, en Tchéquie et dans d'autres pays du sud-est de l'Europe, le peuple Rom reste confronté à des discriminations et a des expressions de racisme. Certain-e-s n'hésitent pas à comparer leur situation à celle de l'Apartheid, même si elle n'est pas formalisée dans les lois. Les femmes Rom sont alors confrontées à une double discrimination: au racisme contre les "tziganes" s'ajoute le sexisme ordinaire. Avec l'élargissement, l'Union européenne a du pain sur la planche en matière de droits humains.